

Déclaration liminaire CSAL du 9 décembre 2025

Madame la Présidente,

Depuis les premières mobilisations contre la réforme des retraites, nous avons refusé de tourner la page. Cinq gouvernements sont tombés du fait de la violence de leur politique anti sociale et de leur refus d'abroger cette « contre-réforme ». Suspension, décalage, promesses de discussions, les manœuvres sont grossières... la CGT n'en restera pas là !

Elle continuera à se battre jusqu'à l'abrogation de la réforme des retraites et portera ses propositions pour financer le retour de la retraite à 60 ans à taux plein.

Quant au budget 2026, en l'état, il aura des conséquences catastrophiques pour les travailleurs et les travailleuses, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays.

Aucune réelle mesure de justice fiscale n'a été adoptée. Avec le soutien de l'extrême droite, une majorité à l'Assemblée nationale a rejeté la taxation du patrimoine des milliardaires destinée à corriger la sous-imposition de leurs revenus par rapport au reste de la population (taxe Zucman) et les mesures visant à remettre en cause une partie des 211 milliards d'aides publiques dont bénéficient les entreprises chaque année sans condition ni contrepartie.

C'est aussi le gel des pensions de retraites jusqu'en 2030, ainsi que, à ce stade, de toutes les prestations sociales. Malgré un vote majoritairement contre de l'Assemblée nationale, le sénat souhaite rétablir les mesures. Quant au doublement initialement prévu des franchises médicales, qui pourraient atteindre 350 € par personne par an, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires, malgré un vote majoritairement contre de l'Assemblée nationale, le gouvernement menace d'un décret si le déficit de la Sécurité sociale devait dépasser un hypothétique 20 milliards d'euros. Et là aussi, le sénat peut très bien rétablir sans attendre ces mesures.

3 000 suppressions de postes de fonctionnaires sont programmées. C'est une honte alors que nos services publics, qui sont au service de la population, sont déjà exsangues. Le salaire des agents de la Fonction publique est gelé alors qu'il a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants (c'est-à-dire corrigé de l'inflation). Les moyens de tous les services publics sont en baisse ainsi que les dotations aux associations... jusqu'aux Ehpad qui sont mis au pain sec !

À la DGFIP, la situation est alarmante !

En octobre 2025, 35 actes suicidaires ont été identifiés (16 tentatives connues et 19 suicides). Alors que le taux de suicides au sein de la population française était de 13,4 pour cent mille en 2022 (donc sur 12 mois), il est déjà de 20,4 pour cent mille sur 10 mois en 2025 dans nos services.

Le plan d'amélioration des conditions de travail et de prévention des risques suicidaires a été dévoilé hier sur Ulysse... Un plan qui comprend 22 mesures et 39 actions... Mais aucune création d'emplois !

Au contraire, l'État, notre employeur, ose programmer pour 2026, 550 suppressions d'emplois supplémentaires à la DGFIP !

Quant aux restructurations et suppressions de services, elles sont permanentes, avec des conséquences délétères : mobilité forcée ou induite des agents, difficultés d'articulation entre vie privée et vie professionnelle, sensation d'insécurité sur la pérennité de son poste, de son service, de sa mission.

Concernant la campagne de mutation nationale, les services ressources humaines de Bercy ont annoncé qu'ils avaient l'intention de la dérouler sur 3 semaines, du 19 décembre au 09 janvier dont les 2 semaines de Vacances de Noël ! Pour la CGT Finances Publiques, il est inacceptable que les collègues souhaitant déposer une demande de mutation doivent le faire durant leur période de congés de Noël. La CGT Finances Publiques demande à l'administration de caler la campagne de mutation de début à fin janvier comme cela se fait chaque année.

Madame la Présidente, les agents des Finances Publiques de la Somme souhaiteraient avoir plus de visibilité sur la pérennité des emplois dans leurs services ! Plus que jamais ils redoutent l'annonce des suppressions d'emplois alors que leur charge de travail ne diminue pas... loin de là !

Pour la CGT Finances Publiques, il faut redonner du sens à notre travail, sortir de l'industrialisation des tâches et surtout, il faut des créations d'emplois ! !

D'autres choix et une autre politique sont possibles ! Au contraire de ce que proposent Macron et ses gouvernements successifs, la CGT revendique notamment :

- Un programme d'urgence sociale, à commencer par l'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions et des allocations sociales ;
- L'augmentation significative de la valeur du point d'indice, pour le rattrapage du décrochage salarial, et son indexation sur l'inflation ; la refonte des grilles de rémunération ; l'intégration des primes dans le traitement ; le refus de toute rémunération au mérite ; le renforcement des droits à l'action sociale pour les actifs comme pour les retraités ;
- Le développement des services publics et l'amélioration de nos conditions de travail ; des créations d'emplois partout où cela est nécessaire et un plan de titularisation des agents non titulaires ;
- L'abandon du jour de carence, le rétablissement pour toutes et tous du versement à 100 % de la rémunération des agents qui sont en congé maladie ordinaire, en prenant en compte les spécificités de la santé des femmes ;
- Le respect plein et entier des libertés fondamentales d'expression ;
- Le rétablissement du versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat ;
- L'égalité salariale et professionnelle réelle entre les femmes et les hommes.

La CGT Finances Publiques reste plus que jamais mobilisée pour défendre nos emplois, nos conditions de travail, nos salaires et faire avancer la justice sociale, fiscale et environnementale.